

Ma GpOpJDWLRQ YRXV VDLW JUp GH O-RSSRU
accorder de prendre part à ce débat.

Le Cameroun se rallie à la déclaration qui a été prononcée au
QRP GX *URXSH GHV eWDWV G-\$IULTXH SDU O-2X
partager quelques éléments à titre national.

Ma délégation félicite le Président de la Commission du droit
pour la qualité

délégation se réjouit du sérieux avec lequel la Commission , ma
travaille

solutions concertées DX[GLIILFXOWpV SUDWLTXH V TXH SR
niveau de la mer .

Dans le même sens, ma délégation voudrait particulièrement
LQVLVWHU VXU OHV SULQFLSHV GH MXVWLFH HW G
GDQV O·HVSULW GX WUDYDLO GH OD & p m e p s VVLRQ
sont consacré s dans des conventions et instruments internationaux
divers , y compris la Convention des Nations Unies sur le droit de la
mer.

Faut -il le rappeler, ceux pour qui O·pOpYDWLRQ GXme L Y H D X
présente le plus grand risque , sont ceux qui y ont le moins contribué,
et la préservation des lignes de base et des droits maritimes reflète
QRQ VH X O H P H Q W O H V S U L Q F L S H V I R Q G D P H Q W D X []
juridique, mais également des notions relevant de la justice
climatique .

OD GpOpJDWLRQ HVW G·DYL V TX·LO H[LVWH X
G·pTXLWp HW OH SULQFLSH GH UHVSQRVDEL
différenciées , et que ce dernier principe, établi en droit international,
devrait V·DSS O aux obligations relatives à la lutte contre les
FKDQJHPHQWV FOLPDWLTXH V HW OHXUV HIIHWV
de la mer, qui incombent à tous les États, et qui SRXUUDLW V·DYp
XWLOH SRXU IDLUH IDFH DX[HIIHWV GH O à pOpYDV
travers GHV PHVXUHV G·DWW p Q t i o n y p a r t i c u l i è r e m e n t G·D G
dans les pays en développement.

Pour ma délégation, la justice p,, O·pTXLWp GRLYHQte

bonne base pour les travaux de la Commission sur cette question , la